

GUERRE EN UKRAINE

L'indignation occidentale face à la Russie est loin d'être universelle

Si, devant les Nations unies, l'immense majorité des pays a condamné l'invasion russe en Ukraine, il serait illusoire de croire que le monde entier se range comme un seul homme pour soutenir l'Ukraine.

V.K.

Non, le reste du monde ne s'est pas rangé comme un seul homme derrière « l'Occident » pour condamner l'invasion russe de l'Ukraine. Des blessures – anciennes ou récentes – nourrissent, dans plusieurs régions du monde, des réticences exprimées plus ou moins franchement. On a pu observer la partie émergée de ces états d'âme géopolitiques lors du vote, le 2 mars dernier, d'une résolution condamnant « l'agression contre l'Ukraine » par l'Assemblée générale de l'ONU. Tour d'horizon, en nuances, des réserves ressenties, de l'Amérique latine à l'Afrique subsaharienne en passant par le Maghreb.



Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, avait rencontré Vladimir Poutine à Moscou juste avant le déclenchement de la guerre mais a voté la résolution condamnant la Russie... © EPA

Un bon indicateur

Pour, contre, ne se prononce pas... A l'ONU, la liste des pays qui se sont prononcés sur la suspension du siège russe au Conseil des droits de l'homme des Nations unies est un excellent indicateur des soutiens ou opposants au Kremlin.

Amérique latine Les réticences nourries par la méfiance envers les Etats-Unis

VÉRONIQUE KIESEL

Dans le camp progressiste latino-américain, personne n'a oublié le soutien apporté par les Etats-Unis, dans les années 70, aux dictatures qui ont écrasé toute tentative d'instaurer un pouvoir de gauche, du Brésil au Chili en passant par la Bolivie ou le Paraguay.

Difficile donc pour de nombreux dirigeants et de larges pans de l'opinion de soutenir les USA quand ils condamnent fermement la guerre déclenchée par Moscou. Cette gauche latino voit aussi dans la Russie – et dans la Chine – des partenaires pour construire le monde multipolaire auquel elle aspire, à l'opposé de l'ex-dominance sans partage de Washington sur la région.

Le pouvoir de Poutine n'a pourtant pas grand-chose de progressiste...

« Il y a en effet en Amérique latine une vision manichéenne – un camp contre l'autre – selon laquelle les ennemis de mes ennemis sont mes amis », décrypte Thomas Posado, docteur en sciences politiques, chercheur associé au Cresppa-CS (Paris). « En Europe, c'est surtout l'extrême droite qui soutient la Russie de Poutine. Mais en Amérique latine, ses alliances les plus proches sont des gouvernements de la gauche nationaliste anti-impérialiste. Et dans le cas de Cuba et du Venezuela, confrontés à des sanctions et à un blocus américains, la Chine et la Russie sont devenues des partenaires économiques alternatifs majeurs. »

Lors du fameux vote, le 2 mars dernier, de l'Assemblée générale de l'ONU sur la résolution condamnant l'agression contre l'Ukraine, aucun pays latino ne s'était cependant opposé frontalement à ce texte. Seuls Cuba, le Nicaragua, la Bolivie et le Salvador avaient choisi de s'abstenir (faute d'avoir payé sa cotisation, le Venezuela est privé du droit de vote, NDLR).

En ne votant pas contre cette résolution, Cuba a donc fait preuve d'une certaine modération : alors que Washington a récemment annoncé la réouverture du consulat américain à La Havane, le pouvoir cubain, confronté à une rude crise économique en raison de l'embargo américain renforcé par Trump et de la chute du tourisme à cause du covid, es-

père que l'administration Biden va au moins alléger les limitations des transferts d'argent vers l'île.

Quant au gouvernement du Nicaragua, qui ne fait pourtant preuve d'aucune retenue quand il s'agit d'arrêter et de condamner lourdement ceux qui osent s'opposer au président Daniel Ortega, il a préféré se contenter d'une abstention pour éviter d'alourdir encore les sanctions américaines à son égard.

« Otan belliciste »

L'ex-président bolivien Evo Morales, lui, ne mâche pas ses mots : dans divers tweets, il rend les Etats-Unis et l'Otan, « principal ennemi de l'humanité, qui attende à la vie, à la paix et à l'économie par sa politique expansionniste et belliciste », responsables de la guerre en Ukraine. « Morales occupe en quelque sorte le ministère de la parole », décrypte Thomas Posado. « Ses positions n'engagent pas l'Etat bolivien. Il peut affirmer des choses sans qu'elles aient de conséquences pour l'Etat bolivien. »

De l'autre côté de l'échiquier politique, le président du Brésil, Jair Bolsonaro, avait rencontré Vladimir Poutine à Moscou juste avant le déclenchement de la guerre. Il a pourtant voté la résolution condamnant la Russie...

« Son lien avec Poutine est typique des convergences de cette nouvelle droite réactionnaire », reprend Thomas Posado. « Il a aussi tenu des propos méprisants envers le peuple ukrainien, qui "aurait mieux fait de ne pas élire un comique". Mais au-delà, il a aussi une position pragmatique, des intérêts économiques à préserver. Il mène en effet une action rassemblant d'autres pays latino-américains, dont certains n'ayant idéologiquement rien à voir avec lui (Argentine, Bolivie, Uruguay...) pour éviter que des sanctions soient appliquées sur les engrais chimiques russes. »

Ces économies latino-américaines, à forte dimension agricole, importent en effet près de 25 % de leurs engrais de Russie. Aucun pays latino n'a d'ailleurs appliqué les sanctions mises en place par l'Occident, même la Colombie, meilleur allié des Etats-Unis dans la région, qui a renforcé en décembre dernier son partenariat conclu avec l'Otan en 2017.



L'unité de l'exécutif de Mario Draghi est mise à mal par une sorte de schizophrénie politique.

© EPA

Italie La fermeté de Draghi face aux hésitations de sa majorité

SILVIA BENEDETTI
CORRESPONDANTE À MILAN

L'approche du gouvernement de Mario Draghi est « indécente ». La directrice de l'information et de la presse du ministère des Affaires étrangères russe, Maria Zakharova, n'a pas ménagé ses mots, ce jeudi, et n'a pas hésité à renchérir en ajoutant : « Les dirigeants italiens sont les premiers à nous attaquer. Mais les citoyens italiens ne partagent pas cette posture politique et ne cessent pas de nous écrire pour nous dire qu'ils ont honte de ceux qui les gouvernent... »

« Les sanctions sont indécentes ? De choquant il n'y a que les massacres auxquels nous assistons chaque jour en Ukraine », lui a rétorqué, depuis Rome, avec la fermeté de ceux qui ne doutent pas, le président du Conseil italien.

Dans cette guerre d'accusations réciproques et de déclarations enflammées, qui se superpose à celle sur le front ukrainien, les dirigeants russes font preuve d'une subtile habileté pour diviser ultérieurement une Péninsule ébranlée, déchirée entre son historique penchant pro-russe, son profond pacifisme et l'émotion, sincère et croissant, provoqué par le drame vécu par les civils ukrainiens. Or, cette « ambivalence du cœur » de la population s'accompagne d'une sorte de schizophrénie politique qui vient, à nouveau, de mettre en péril l'unité de l'exécutif de Mario Draghi. Si ce dernier reste fidèle à une ligne inflexible de condamnation de Vladimir Poutine, son hétérogène majorité s'interroge, tergiverse et opte parfois pour un silence lourd de sens.

Opposition farouche

Une crise qui a poussé l'ancien président du Conseil, Giuseppe Conte, généralement malléable et conciliant, à s'opposer farouchement à la récente décision d'augmenter les dépenses militaires nationales jusqu'à 2 % du PIB. Accusé d'avoir accepté, au début de la pandémie, la main tendue par Moscou lors de l'opération humanitaire « De Russie, avec amour », jugée aujourd'hui plutôt singulière et dangereuse, Conte, à la tête du Mouvement 5 étoiles (M5S), a initialement condamné cette course précipitée au réarmement. Une prise de position qui a ébranlé l'exécutif et qui lui a valu les vives critiques de son plus proche allié, le Parti démocrate.

Ancien admirateur du président russe, Matteo Salvini (Ligue) incarne une posture plus ambiguë et évite toujours de nommer le Kremlin et son occupant. Quand il évoque l'invasion russe, il se limite ainsi à réitérer son refus d'alimenter le conflit par l'envoi d'armes « puisque, moi, je travaille uniquement pour la paix ». Beppe Grillo, le père fondateur du M5S, semble quant à lui vivre dans une réalité parallèle. Sur son blog, celui qui déclarait encore récemment que « Poutine est l'homme qui dit les choses les plus pertinentes en politique étrangère », omet soigneusement toute évocation de l'intervention militaire, comme si la guerre n'avait pas éclaté. Le représentant politique le plus tiraillé demeure, toutefois, Silvio Berlusconi. Sa condamnation de la guerre est nette, mais sa nostalgie pour l'ami Poutine du passé reste forte. Selon les rumeurs, ce dernier éviterait désormais les coups de fil du Cavaliere ainsi que ses dernières et désespérées tentatives de médiation.

Il y a en Amérique latine une vision manichéenne selon laquelle les ennemis de mes ennemis sont mes amis

Thomas Posado
Docteur en sciences politiques, chercheur associé au Cresppa-CS



Voting Ended		07-Apr-22		12:48:48	
Item 5 - Draft resolution A/ES-11/L.4					
Suspension of the rights of membership of the Russian Federation in the Human Rights Council					
AFGHANISTAN	ALBANIA	ALGERIA	ANDORRA	ANGOLA	ANTIGUA-BARBUDA
ARGENTINA	ARMENIA	AUSTRALIA	AUSTRIA	AZERBAIJAN	BAHAMAS
BAHRAIN	BANGLADESH	BARBADOS	BELARUS	BELGIUM	BELIZE
BENIN	BHUTAN	BOLIVIA	BOSNIA-HERZEGOVINA	BOTSWANA	BRAZIL
BRUNEI DARUSSALAM	BULGARIA	BURKINA FASO	BURUNDI	CABO VERDE	CAMBODIA
CAMBODIA	CANADA	CENTRAL AFR REP...	CHAD	CHILE	CHINA
COLOMBIA	COMOROS	CONGO	COSTA RICA	COTE D'IVOIRE	CROATIA
CUBA	CYPRUS	CZECH REPUBLIC	DEM PR OF KOREA	DEM REP OF THE C...	DENMARK
DJIBOUTI	DOMINICA	DOMINICAN REP...	ECUADOR	EGYPT	EL SALVADOR
ERITREA	ESTONIA	ESWATINI	ETHIOPIA	FIJI	FINLAND
FRANCE	GABON	GAMBIA	GEORGIA	GERMANY	GHANA
GREECE	GRENADA	GUATEMALA	GUINEA	GUINEA-BISSAU	GUYANA
HAITI	HONDURAS	HUNGARY	ICELAND	INDIA	INDONESIA
IRAQ	IRELAND	ISRAEL	ITALY	JAMAICA	JAPAN
JORDAN	KAZAKHSTAN	KENYA	KIRIBATI	KUWAIT	KYRGYZSTAN
LAO PDR	LATVIA	LEBANON	LESOTHO	LIBERIA	LIBYA
LIECHTENSTEIN	LITHUANIA	LUXEMBOURG	MADAGASCAR	MALAWI	MALAYSIA
MALDIVES	MALI	MALTA	MARSHALL ISLANDS	MAURITANIA	MAURITIUS
MEXICO	MICRONESIA (FS)	MONACO	MONGOLIA	MONTENEGRO	MOROCCO
MOZAMBIQUE	MYANMAR	NAMIBIA	NAURU	NEPAL	NETHERLANDS
NICARAGUA	NIGER	NIGERIA	NORTH MACEDONIA	NORWAY	OMAN
PAKISTAN	PALAU	PANAMA	PAPUA NEW GUINEA	PARAGUAY	PERU
PHILIPPINES	POLAND	PORTUGAL	QATAR	REP OF KOREA	REP OF MOLDOVA
ROMANIA	RUSSIAN FED...	RWANDA	SAINT KITTS-NEVIS	SAINT LUCIA	SAINT VINCENT-GR...
SAMOA	SAN MARINO	SAO TOME-PRINCIPE	SAUDI ARABIA	SENEGAL	SERBIA
SEYCHELLES	SIERRA LEONE	SINGAPORE	SLOVAKIA	SLOVENIA	SOLOMON ISLANDS
SOMALIA	SOUTH AFRICA	SOUTH SUDAN	SPAIN	SRI LANKA	SUDAN
SWEDEN	SWITZERLAND	SYRIAN ARAB REP...	TAJIKISTAN	THAILAND	TIMOR-LESTE
TOGO	TONGA	TRINIDAD-TOBAGO	TUNISIA	TURKEY	TURKMENISTAN
TUVALU	UGANDA	UKRAINE	UNITED ARAB EMIR...	UNITED KINGDOM	UNITED REP TANZA...
UNITED STATES	URUGUAY	UZBEKISTAN	VANUATU	VENEZUELA	VIET NAM
YEMEN	ZAMBIA	ZIMBABWE			
IN FAVOUR: 93		AGAINST: 24		ABSTENTION: 58	

© DR